Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 285 642 du 2 mars 2023
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître V. HENRION
Place de L'Université 16/4
1348 LOUVAIN-LA-NEUVE

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA Xe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 1er décembre 2021 par X, qui déclare être de nationalité albanaise, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 25 octobre 2021.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 12 décembre 2022 convoquant les parties à l'audience du 17 janvier 2023.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me A. VANGENECHTEN *loco* Me V. HENRION, avocat, et M. S. LEJEUNE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision intitulée *« abrogation du statut de réfugié »*, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité et d'origine ethnique albanaises. Vous êtes née le 27 juillet 1990 à Ungrej, localité située dans la municipalité de Lezhë, et après votre mariage avec [Z.C.] (SP : xxx) en mars 2009, vous vous installez auprès de votre belle-famille dans le village de Kalivac, également situé dans la municipalité de Lezhë en Albanie.

*Vous quittez l'Albanie fin 2013, accompagnée de votre fils [Al.], et rejoignez votre mari, ainsi que votre beau-père [E.C.] (SP : xxx) et votre beau-frère [R.C.] (SP : xxx), qui se trouvent déjà en Belgique, +*9/ù*

ils ont sollicité la protection internationale et été reconnus réfugiés par le CGRA, respectivement le 26 août 2013, le 7 août 2012 et le 7 mars 2013.

En date du 23 décembre 2013, vous introduisez une demande de protection internationale auprès de l'Office des étrangers (OE) et, à l'instar des autres membres de votre famille, vous invoquez une crainte de vendetta envers la famille [G.], suite au meurtre d' [A.G.] commis le 14 novembre 2009 par votre beau-frère, [A.C.] (SP : xxx). Le 21 janvier 2014, le CGRA vous reconnait également le statut de réfugié.

Suite à sa libération, Anton sollicite à son tour la protection internationale le 18 février 2014. Une décision d'exclusion du statut de réfugié et de la protection subsidiaire lui est notifiée le 20 novembre 2014. Le 12 octobre 2015, votre belle-soeur, [G.] (SP : xxx), introduit aussi une demande de protection internationale, laquelle fait l'objet d'une décision de clôture le 20 juillet 2017 car elle ne s'est pas présentée à son entretien personnel. Entre-temps, elle est retournée vivre en Albanie.

Pour les mêmes motifs, les cousins de votre mari, [V.C.] (SP : xxx) et [A.C.] (SP : xxx), demandent également la protection internationale en Belgique, en date du 23 janvier 2015, laquelle leur est accordée le 17 mars 2015. Leurs frères, [G.C.] (SP : xxx) et [P.C.] (SP : xxx), sollicitent quant à eux la protection internationale le 17 avril 2015, mais reçoivent une décision de refus du statut de réfugié et de la protection subsidiaire le 1er février 2016 sur base du constat qu'aucun crédit ne peut être accordé à leur implication alléguée dans la vendetta avec la famille [G.]. À la même date, le CGRA procède au retrait du statut de réfugié de [V.] et [A.] pour les mêmes raisons. Les demandes ultérieures des cousins de votre mari ont également été refusées par le CGRA et le Conseil du contentieux des étrangers (CCE) a rejeté les requêtes introduites à cette encontre. Le 7 décembre 2015, [I.C.] (SP : xxx), qui est également un cousin de votre mari, introduit une demande de protection internationale qui se solde par une décision de refus du statut de réfugié et de la protection subsidiaire, prise par le CGRA le 20 janvier 2017 et confirmée par le CCE le 4 septembre 2017.

Le 26 janvier 2018, le CGRA reçoit une lettre de l'OE qui l'invite à reconsidérer le statut de réfugié accordé à votre beau-frère [R.] suite à la condamnation judiciaire définitive dont il a fait l'objet. Ce dernier est dès lors convoqué à un entretien personnel prévu à cet effet le 12 août 2020, auquel il ne se présente pas. Vos demandes de protection internationale étant fondées sur les mêmes motifs, votre beau-père, votre mari et vous-même avez également été convoqués au CGRA dans le cadre d'un réexamen de la validité de votre statut de réfugié, motivé par le constat d'un changement durable de la situation en Albanie. Votre mari ayant entre-temps obtenu la nationalité belge, son statut de réfugié a dès lors expiré de plein droit.

A cette occasion, invitée à expliciter les raisons pour lesquelles votre statut de réfugié devrait être maintenu, vous déclarez ne pas pouvoir retourner en Albanie, car la situation est toujours la même. Vous avez peur pour votre mari et vos fils, [Al.] et [Ma.] (né en Belgique), qui en tant que garçons sont toujours visés par la vendetta. Vous craignez par conséquent que vos fils ne puissent pas avoir une vie libre et aller normalement à l'école.

B. Motivation

Après un nouvel examen de toutes les éléments de votre dossier, le Commissaire général estime qu'il convient de procéder à l'abrogation du statut de réfugié qui vous a été accordé le 21 janvier 2014.

L'article 55/3 de la Loi sur les étrangers est libellé comme suit : « Un étranger cesse d'être réfugié lorsqu'il relève de l'article 1 C de la Convention de Genève. En application de l'article 1 C (5) et (6) de cette Convention, il convient d'examiner si le changement de circonstances est suffisamment significatif et non provisoire pour que la crainte du réfugié d'être persécuté ne puisse plus être considérée comme fondée. L'alinéa 1er ne s'applique pas à un réfugié qui peut invoquer des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures pour refuser la protection du pays dont il a la nationalité, ou, dans le cas d'un apatride, du pays où il avait sa résidence habituelle ».

L'article 1er, section C, (1), de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, est quant à lui libellé comme suit : « Cette Convention cessera, dans les cas ci-après, d'être applicable à toute personne visée par les dispositions de la section A ci-dessus : (…)

5) Si, les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ayant cessé d'exister, elle ne peut plus continuer à refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité ;

Etant entendu, toutefois, que les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas à tout réfugié visé au paragraphe 1 de la section A du présent article qui peut invoquer, pour refuser de retourner dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures ».

En l'espèce, vous vous êtes vue octroyer la qualité de réfugié le 21 janvier 2014, sur base d'un conflit de vendetta opposant votre famille à la famille [G.] et parce qu'il ressortait des informations disponibles que les possibilités de protection en Albanie étaient insuffisantes pour les personnes visées par une vendetta.

Notons que vous aviez été reconnue réfugiée pour les mêmes faits que ceux invoqués par votre beau-père. Or, ce dernier a fait l'objet d'une décision d'abrogation du statut de réfugié, motivée comme suit :

« Bien que vous ayez le statut de réfugié, il est à noter que les circonstances à la suite desquelles vous avez été reconnue réfugié ont cessé d'exister et que vous ne pouvez continuer à refuser de vous réclamer de la protection du pays dont vous avez la nationalité.

L'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980 dispose qu'un étranger cesse d'être réfugié lorsqu'il relève de l'article 1 C de la Convention de Genève. Aux termes de l'article 1 C (5), une personne cesse d'être réfugiée si, les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ayant cessé d'exister, elle ne peut plus continuer de refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité. En application de l'article 1 C (5) de la Convention, l'article 55/3 précité dispose qu'il convient d'examiner si le changement de circonstances est suffisamment significatif et non provisoire pour que la crainte du réfugié d'être persécuté ne puisse plus être considérée comme fondée.

Il ressort de votre dossier administratif que vous avez été reconnue réfugié le 7 août 2012 parce que vous aviez fait valoir de manière crédible que vous risquiez d'être victime d'une vendetta et qu'il ressortait des informations disponibles que les possibilités de protection en Albanie étaient insuffisantes pour les personnes visées par une vendetta.

Or, force est à présent de constater, au vu des informations disponibles au Commissariat général, qu'il y a lieu d'abroger votre statut de réfugié sur la base de l'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980 car les circonstances sur la base desquelles ce statut vous avait été accordé ont changé à tel point que la protection qu'il confère n'est plus nécessaire.

Lorsqu'il vous a été demandé pourquoi, en 2021, vous n'auriez pas la possibilité de faire appel à la police en cas de problèmes avec la partie adverse, vous avez répondu que la police était trop éloignée, qu'un homme d'affaires avait été assassiné peu avant votre entretien, qui a eu lieu le 3 février 2021, et que les lois et règles ne sont pas respectées en Albanie, ce qui incite les gens à se faire justice soi-même. Vous avez également dénoncé la corruption, même si vous ne connaissez personne dans votre entourage qui ait soudoyé la justice ou la police, et que vous n'avez jamais vous-même subi les conséquences d'un acte de corruption (CGRA, pp. 15-16). Votre fils [R.] a également fait savoir par écrit que l'État albanais ne s'occupait pas des victimes d'une vendetta (courriel [R.] du 5 février 2021). Ces arguments peinent à convaincre. Relevons que, s'agissant du meurtre d'un homme d'affaires évoqué par vous, aucun service de police, quel que soit le pays, n'est en mesure de prévenir tous les meurtres ou autres crimes sur le territoire qui est de son ressort et que le besoin de protection ne saurait être déduit du fait que le poste de police le plus proche est situé à une heure de distance de Kalivac. Alors qu'au moment de l'examen de votre demande d'asile, l'on pouvait considérer que les services de police albanais n'intervenaient pas toujours de manière adéquate en cas de vendetta, il ne ressort pas des informations actualisées dont dispose le Commissariat général que cela soit encore le cas (voir le COI Focus: Albanië Algemene Situatie du 15 juin 2020, disponible sur https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_albanie._algemene_situatie_20200615.pdf ou https://www.cgra.be/fr et le COI Focus: Albania: Blood Feuds in contemporary Albania: Characterisation, Prevalence and Response by the State du 29 juin 2017, disponible sur https://www.cgvs.be/nl/landeninfo/blood-feuds-contemporaryalbania- characterisation-prevalence-and-response-state ou https://www.cgra.be/fr). Il en ressort en effet que de nombreuses dispositions ont été prises en Albanie et le sont encore afin de professionnaliser la police et d'accroître son efficacité. Bien que des réformes soient encore nécessaires, notamment pour continuer de lutter contre la corruption et le crime organisé, il ressort des informations disponibles que, contrairement à vos affirmations selon lesquelles les lois et règles ne sont pas appliquées en Albanie, la police et les autorités judiciaires

garantissent des mécanismes légaux en vue de déceler, poursuivre et sanctionner les actes de persécution. À cet égard, il convient de souligner, lorsque vous citez un meurtre récent, que si la protection offerte par les autorités nationales doit être bien réelle, elles ne sont pas tenues de fournir une protection absolue contre tout fait commis par des tiers. Les autorités ont le devoir de protéger les particuliers, mais ce devoir ne recouvre en aucun cas d'obligation de résultat. Dans le cadre des vendettas, la famille de la victime ne considère pas toujours les poursuites judiciaires comme une réparation et, parfois, la police n'est pas à même d'apporter une protection aux familles isolées dans la mesure où elles refusent d'introduire une plainte. Toutefois, il ressort des informations disponibles au Commissariat général que les autorités albanaises sont de plus en plus conscientes de la problématique de la vendetta et que, si des progrès restent à faire, elles sont prêtes à fournir une protection aux personnes qui en font l'objet. Dans ce cadre, les autorités Albanaises ont pris ces dernières années un certain nombre de dispositions importantes. Tout d'abord, la police a fourni de sérieux efforts dans le contexte de cette problématique. Ainsi, des formations spécifiques du personnel de police ont été prévues en vue de la prévention et de l'élucidation des meurtres dans le cadre des représailles et des vendettas. Une collaboration a été mise en place entre, notamment, la police, le ministère public, les ministères de l'Enseignement et des Affaires sociales. Ce faisant, il est possible de procéder plus rapidement à des arrestations et des interventions. Les affaires de vendetta sont suivies de près et dès qu'il existe de sérieuses indications de l'imminence d'un crime (p.ex. des menaces) ou quand un crime a été commis, ces faits sont transmis au ministère public aux fins d'enquête et de prévention. Quand un meurtre est commis, les familles concernées font l'objet d'un suivi proactif afin d'éviter le développement d'une vendetta. Plusieurs ONG confirment les efforts des autorités albanaises, tout comme elles reconnaissent leur efficacité et leur impact sur la lutte contre le phénomène de la vendetta. D'anciennes affaires sont également rouvertes et de possibles affaires de vendetta sont traitées avec une attention particulière, même dans les régions isolées. Par ailleurs, le Code pénal a été adapté : des peines minimales ont été prévues – notamment pour sanctionner les menaces de vendetta – et, en 2013, la peine minimale pour un meurtre avec préméditation dans le cadre d'une vendetta a été portée à 30 ans d'emprisonnement. Ces adaptations ont aussi eu un effet positif sur la lutte contre la vendetta. En 2013 toujours, les autorités albanaises ont organisé des formations à l'intention des magistrats, ayant pour objectif de rehausser les connaissances et les compétences professionnelles au plan de la vendetta. Bien que la situation soit également perfectible à cet égard, tant les autorités que la société civile essayent de contrer le phénomène de la vendetta par la prévention et la sensibilisation. Au niveau institutionnel, les autorités locales, la police et la justice collaborent entre elles. Les autorités, les chefs religieux et les commissions de réconciliation collaborent également entre eux. Le Commissariat général reconnaît que la corruption, à laquelle vous n'avez jamais été confronté personnellement, comme vous le reconnaissez vous-même, reste un écueil en Albanie. Néanmoins, force est de constater qu'ici aussi les démarches nécessaires ont été entreprises et le sont encore. Ainsi, des agents d'autres régions ont été engagés pour éviter qu'un lien trop étroit se noue entre la police et les particuliers concernés. Quoi qu'il en soit, il ressort des informations du Commissariat général que, si la police albanaise n'effectuait pas convenablement son travail dans des cas particuliers, différentes démarches pourraient être entreprises en vue de dénoncer un éventuel abus de pouvoir de la police ou son mauvais fonctionnement, ce que vous avez vous-même reconnu (CGRA, p. 16). En effet, les exactions dues aux policiers ne sont plus tolérées et peuvent donner lieu à des mesures disciplinaires ou à des poursuites judiciaires. Les informations mentionnent également que, malgré que des réformes soient encore indiquées, la volonté politique est bien réelle d'engager résolument la lutte contre la corruption. Elles mentionnent également que ces dernières années l'Albanie a donc pris plusieurs dispositions, comme elle a entrepris des démarches efficaces pour juguler la corruption au sein de la police et de la justice. C'est ainsi qu'une stratégie anticorruption a été élaborée et que le cadre législatif et institutionnel a été renforcé. Le nombre d'enquêtes, de poursuites judiciaires et de condamnations en matière de corruption visant des fonctionnaires – parfois haut placés – s'est accru. Par souci d'exhaustivité, l'on peut ajouter que des structures d'assistance juridique gratuite sont accessibles en Albanie et que le gouvernement albanais s'est engagé à améliorer l'efficacité de son fonctionnement. Compte tenu de ce qui précède, j'estime qu'en cas d'éventuels problèmes (de sécurité) dans le cadre de vendettas, les autorités albanaises assurent une protection à tous leurs ressortissants et prennent des mesures raisonnables visées à l'article 48/5 de la loi du 15 décembre 1980.

Compte tenu des possibilités actuelles de protection en Albanie, telles que décrites ci-dessus, rien n'indique que vous vous ne disposeriez d'aucune possibilité, ou seulement de possibilités insuffisantes, de faire appel aux autorités albanaises locales ou d'un niveau supérieur pour obtenir aide ou protection, et qu'il y aurait donc de sérieux motifs de croire que, en cas de retour en Albanie, vous courriez un risque réel de subir les atteintes graves telles que visées dans la définition de la protection subsidiaire.

*Il est en outre à noter, concernant vos possibilités de protection en Albanie, qu'il ne peut plus être ajouté foi en 2021 aux déclarations que vous avez faites dans le cadre de votre demande d'asile et selon lesquelles vous auriez contacté la police à deux reprises après le 14 novembre 2009 pour lui signaler que la partie adverse était passée devant votre maison : la police vous aurait alors tout au plus répondu que vous deviez faire attention et rester à la maison et qu'elle allait parler à la partie adverse (CGRA 31 juillet 2012, p. 23). Vos déclarations successives sur ce point présentent en effet un certain nombre de contradictions flagrantes. Lors de votre entretien dans le cadre de votre procédure d'asile, vous aviez déclaré que les voitures de la partie adverse étaient passées devant votre maison. Vous aviez alors fait état de deux incidents de ce type. La première fois, votre épouse avait remarqué le passage d'**une** voiture, avec à son bord l'un des frères d'[A.] : l'un des passagers avait baissé la vitre et votre femme a vu qu'il tenait une arme à la main. Elle vous en a informé et vous avez à votre tour alerté la police. La deuxième fois, vous étiez à la maison lorsque vous avez vu passer deux voitures, avec quatre personnes à bord. Vous avez de nouveau alerté la police (CGRA 31 juillet 2012, pp. 23-24). Lors de votre entretien dans le cadre du réexamen de votre statut de réfugié, vous ne vous rappeliez initialement que d'une seule fois où les [G.] étaient passés devant votre maison : votre épouse vous avait dit qu'elle avait vu une voiture aux vitres teintées, avec à son bord [G.G.], le frère d'[A.] ; la voiture étant fermée, elle ne pouvait voir si les occupants étaient armés. Vous ne vous souveniez initialement pas d'autres incidents ; vous n'aviez vous-même jamais croisé quelqu'un de la partie adverse et vous ne pouviez dire si un membre de votre famille avait vu quelqu'un de la partie adverse avec une arme (CGRA, pp. 10 et 12). Vous ne vous rappeliez pas non plus si vous aviez averti la police après le 14 novembre 2009 (CGRA, p. 9). Lorsqu'il vous a été rappelé que vous aviez déclaré dans le cadre de votre demande d'asile que vous aviez vu personnellement des gens de la partie adverse passer devant votre maison, vous vous êtes subitement rappelé que vous aviez un jour vu passer une voiture avec à son bord [G.], qui était armé et accompagné de deux autres hommes (CGRA, p. 24). Confronté à vos différentes versions, vous avez fait savoir que votre mémoire était devenue « une salade », que vous ne pouvez pas vous souvenir de tout et que si vous aviez été reconvoqué le lendemain du jour de l'entretien, vous auriez oublié quelque chose d'autre (CGRA, pp. 9-12 et p. 24). L'argument selon lequel vous ne vous souviendriez plus de tels incidents, même s'ils sont à présent éloignés dans le temps, peine à convaincre. Vous êtes bien parvenu à vous rappeler de manière assez précise des dates en rapport avec votre demande d'asile (les dates de votre demande de protection internationale, de votre interview à l'Office des étrangers, de votre entretien au Commissariat général, et la date à laquelle vous avez été reconnu réfugié). Au moment de votre entretien au CGRA dans le cadre du réexamen de votre statut, ces dates remontaient pourtant à plus de huit ans. Il ne paraît pas plausible que vous puissiez vous souvenir avec précision de ces dates, de même que des événements de la semaine précédant le 14 novembre 2009, mais pas des événements qui se seraient produits depuis le 15 novembre 2009 dans le cadre de la vendetta. Votre belle-fille, qui a habité la maison familiale depuis 2009 jusqu'à son départ en 2013, ne savait pas non plus si un membre de sa belle-famille, c.-à-d. la famille [C.], avait encore vu un membre de la famille [G.] après le 14 novembre 2019 (CGRA [V.], pp. 5-6). Cela paraît peu plausible, alors qu'elle résidait presqu'en continu dans la maison familiale. Compte tenu de ce qui précède et de vos déclarations selon lesquelles vous n'aviez pas signalé les menaces proférées sur Facebook (CGRA, p. 20), vous n'avez pas actuellement fait valoir de manière plausible que vous auriez signalé la menace de vendetta à la police albanaise après le 14 novembre 2009.*

Rien n'indique pour finir que votre problème de vendetta, jugé crédible en 2012, serait toujours d'actualité en 2021.

Vous avez notamment reconnu que, dans l'affaire qui vous concerne ainsi que d'autres membres de votre famille, la problématique de la vendetta a évolué depuis le moment où vous avez été reconnu réfugié : alors que vos frères et leurs fils avaient été visés initialement par cette vendetta, ils ne le sont plus depuis plusieurs années. Vous maintenez toutefois que vos fils et vous-même êtes toujours visés par la vendetta (CGRA, pp. 19-20). Votre belle-fille a ajouté qu'elle éprouvait également une crainte pour ses fils, c'est-à-dire vos petits-fils : elle craint qu'ils ne puissent avoir une vie libre et aller normalement à l'école (CGRA [V.], p. 8). Ni vous ni votre belle-fille n'avez démontré que votre cas n'aurait pas évolué dans un sens favorable, comme celui de vos frères et leurs fils, et qu'en cas de retour en Albanie, vous-même, vos fils et vos petits-fils devraient toujours craindre, en 2021, une vendetta de la famille [G.].

Notons à cet égard que vous avez fait des déclarations incohérentes sur vos récentes tentatives de réconciliation. Vous affirmez avoir tenté une dernière approche vers Noël 2020 et contacté à cette fin [E.G.] et [G.N.] par GSM (CGRA, pp. 5-8 et 17). Invité à fournir la preuve de ces contacts téléphoniques, vous avez répondu que vous n'étiez pas un expert en téléphonie. Lorsqu'il vous a été opposé que

l'historique des appels est normalement sauvegardé automatiquement, vous avez subitement répondu que vous n'aviez plus votre numéro car vous aviez perdu votre téléphone. Lorsque la date de cette perte vous a été demandée, vous avez répondu que c'était en juillet [2020] à Milan et que vous aviez depuis lors un nouveau téléphone et un nouveau numéro. Quand il vous a été demandé à nouveau d'apporter la preuve des contacts téléphoniques que vous auriez eu en décembre 2020, donc après la perte de votre téléphone à Milan pendant l'été, vous avez répondu que vous n'aviez pas pensé à les sauvegarder, vous référant aux informations sur les appels téléphoniques en question, car cela ne vous intéressait pas. Quand il vous a été opposé derechef que ces informations sont sauvegardées automatiquement dans votre téléphone, vous avez entre autres répondu que vous auriez dû y penser mais que le Commissariat général ou le consulat de Belgique n'avaient qu'à contacter les personnes en question. Finalement, vous avez déclaré de but en blanc, après plusieurs questions sur le même point, que vous avez ¬peut-être changé de téléphone [depuis décembre 2020], que votre téléphone pouvait tomber dans l'eau et que vous pourriez au besoin présenter un document pour le prouver (CGRA, p. 7). Or, l'on peut raisonnablement attendre de votre part, si réellement vous ne disposiez plus au moment de l'entretien du même téléphone qu'en décembre 2020, que vous en eussiez fait part dès que la question vous a été posée. Que vous en fassiez part seulement après une dizaine de questions et réponses au sujet de votre historique d'appels, sans jusque-là y faire la moindre allusion, pour affirmer soudainement que votre téléphone était défectueux depuis décembre 2020 et que vous ne pouviez dès lors prouver vos échanges téléphoniques avec [G.] et [N.] de décembre 2020, tout cela paraît si peu crédible qu'il ne peut être accordé le moindre crédit aux tentatives de réconciliation que vous prétendez avoir entreprises en décembre 2020. Cette constatation se trouve encore confirmée par le fait que vos déclarations au sujet de ces tentatives entamées depuis la Belgique ne concordent pas avec celles de votre belle-fille sur le même sujet. Alors que vous avez déclaré que votre belle-fille [V.] était au courant de ces tentatives (CGRA, p. 8), elle-même a déclaré n'en rien savoir (CGRA [V.], p. 2). L'attestation de la Commission nationale de réconciliation, datée du 8 février 2021, que vous avez transmise après votre entretien et qui confirme vos tentatives de réconciliation, n'est pas de nature à rétablir votre crédibilité sur ce point. Pour avoir force probante, un document doit cadrer dans un récit jugé crédible, ce qui en l'occurrence n'est clairement pas le cas. Il ressort en outre des informations dont dispose le Commissariat général que la délivrance de telles attestations donne souvent lieu à corruption. Etant donné que cette récente tentative infructueuse de réconciliation alléguée par vous était censée prouver que la vendetta dans laquelle vous étiez impliqué existait toujours en 2021 (CGRA, p. 8), le caractère toujours actuel de cette vendetta ne paraît guère crédible.

Votre défaut de crédibilité concernant l'actualité de la vendetta ressort également de vos déclarations explicites selon lesquelles [Z.], [V.] et leurs enfants sont retournés en Albanie en 2020, même si [V.] dément catégoriquement avoir séjourné en Albanie depuis son arrivée en Belgique (CGRA [V.], pp. 7-8). [Z.] a visité une première fois son pays d'origine à l'été 2020 et une deuxième fois avec son épouse à la période de Noël. Ils se sont non seulement rendus à Tirana, Lezhë et Zejmen, mais aussi dans votre village, Kalivac, où réside également la partie adverse (CGRA, pp. 21-22). Interrogé sur les raisons de leur visite à Kalivac, vous avez répondu qu'ils s'y étaient rendus en secret pendant la nuit et que votre mère, à laquelle ils rendaient visite, devait garder le lit (CGRA, p. 22). Cette explication n'est pas convaincante. A supposer qu'ils se soient rendus secrètement de nuit au village et que votre mère ne puisse se déplacer, l'on ne conçoit pas que [Z.] et son épouse, s'ils étaient réellement encore visés par une vendetta en 2020, aient pris le risque inconsidéré de se rendre dans votre village, alors qu'ils craignent, selon leurs propres déclarations, d'y être tués dans le cadre d'une vendetta. Du reste, votre épouse a été capable par le passé de venir seule en Belgique (CGRA, p. 3). Il ressort également de vos déclarations que vous avez l'intention d'aller visiter votre famille en Albanie dès que vous aurez obtenu la nationalité belge (CGRA, p. 3). Le comportement de votre fils et de son épouse, et votre intention de retourner en Albanie dès votre naturalisation, laissent penser que vous n'avez plus de crainte fondée d'être persécutés dans votre pays d'origine, pour quelque motif que ce soit. Le retour de votre fils et de son épouse, ainsi que votre intention de retourner en Albanie, minent de toute évidence la crédibilité de l'actualité de votre crainte en 2021. Il ressort en outre des informations disponibles que votre fils Anton [C.] a été rapatrié en Albanie le 29 décembre 2018. Or, il ne ressort nulle part de vos déclarations qu'il aurait rencontré des problèmes après son retour. Pour être complet, relevons encore une contradiction concernant votre changement d'identité, qui mine (davantage encore) votre crédibilité générale. Lors de votre entretien dans le cadre de votre procédure d'asile, vous avez situé votre changement d'identité dans le cadre de vos problèmes avec la partie adverse : tout le monde vous connaissait dans votre région sous le nom de Martin, la partie adverse avait de la famille qui travaillait à l'aéroport de Rinas et dans le port de Durrës, et ce changement de nom les laissait dans l'ignorance des motifs de votre voyage et de sa destination ; vous n'avez pas donné à ce moment-là d'autres raisons pour expliquer votre changement de nom (CGRA 31 juillet 2012, pp. 2-4). Lors de votre entretien dans le cadre du

réexamen de votre statut de réfugié, vous avez en revanche admis que vous aviez changé de nom parce que votre séjour en Grèce vous interdisait l'entrée [dans le reste de l'espace Schengen] : en changeant de nom, vous aviez de nouveau la possibilité de voyager en Europe. C'était la seule raison de votre changement de nom : bien que votre changement de nom ait eu d'autres effets qui n'étaient pas sans intérêt, à savoir qu'on ne puisse vous retrouver facilement, vous avez déclaré explicitement qu'il n'y avait pas de lien entre le changement de nom et le problème de la vendetta (CGRA, p. 18).

Concernant votre intégration en Belgique (CGRA, pp. 2-3), il est à noter qu'il s'agit d'un motif qui n'entre pas dans le champ d'application de la Convention de Genève sur les réfugiés et qui ne relève pas de la définition de la protection subsidiaire. Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides est uniquement compétent pour évaluer le risque éventuel en cas de retour dans votre pays d'origine. Or, le motif évoqué ci-dessus n'est pas pertinent pour évaluer ce risque.

Les informations sur lesquelles se base le Commissariat général ont été jointes à votre dossier administratif.

Les documents déposés dans le cadre de votre procédure d'asile par vous-même, votre fils [R.] et votre belle-fille [V.] ne changent rien aux constatations qui précèdent. Vos identités, la composition de famille, vos problèmes juridiques et ceux de votre fils du fait du meurtre d'[A.], et votre implication passée dans une vendetta ne sont pas (directement) remis en cause dans la présente décision. Les documents déposés à l'époque par vous, votre fils et votre belle-fille n'éclairent pas d'un autre jour les constatations exposées ci-dessus, à savoir que vous n'avez pas rendu crédible que vous étiez toujours visée par une vendetta et que vous ne pourriez obtenir en Albanie une protection suffisante contre celle-ci.

L'ensemble des constatations qui précèdent m'amènent à conclure qu'il y a lieu d'abroger votre statut de réfugié en raison d'un changement fondamental et durable de la situation dans le pays dont vous avez la nationalité. Cette situation a évolué dans une mesure telle qu'une protection internationale n'est plus nécessaire dans votre chef. Vous n'invoquez pas non plus de raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures pour refuser de vous réclamer de la protection de votre pays d'origine. Vous n'avez pas davantage présenté d'éléments convaincants qui indiqueraient que votre vie, votre liberté ou votre intégrité physique seraient menacées en cas de retour en Albanie. »

Par conséquent, pour les mêmes raisons, une décision similaire à celle prise envers votre beau-père doit être prise en ce qui vous concerne.

C. Conclusion

En vertu de l'article 55/3 de la Loi sur les étrangers, votre statut de réfugié est abrogé.

Annexe à la décision d'abrogation du statut de réfugié de [C.V.].

Nom, prénom: [C.Ma.]Lieu de naissance: Namur

Date de naissance: 01/09/2015
Nationalité: Indéterminé
Nom, prénom: [C.Al.]
Lieu de naissance: Lezhë
Date de naissance: 16/11/2010
Nationalité: Albanie»

2. Thèse de la requérante

2.1. La requérante prend un moyen unique « *de la violation de de l'article 1er, A, 2, et 1er C de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle que modifiée par le Protocole de New York de 31 janvier 1967, et des articles 48/3, 48/4, 48/6, 48/7, 55/3 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à la lumière de la directive 2011/95/EU du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (ci-après Directive qualification "refonte") ; des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980*

sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ; du principe de bonne administration et le devoir de minutie ».

Après avoir rappelé la teneur des dispositions visées au moyen dans ce qui se lit comme une première branche, la requérante entreprend, dans une deuxième branche, d'appliquer lesdites dispositions au cas d'espèce.

Premièrement, elle revient sur la possibilité d'abroger le statut de réfugié, renvoyant, à cet égard, à l'article 1er, C, 5° de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ainsi qu'à l'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980. Elle rappelle que « *s'agissant d'abroger le statut, cette clause est d'interprétation stricte et restrictive* ». Elle se réfère, d'autre part, aux points 115, 116 et 135 du Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés édicté par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, ainsi qu'à l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne Aydin Salahadin Abdulla e.a. contre Bundesrepublik Deutschland du 2 mars 2010 dans les affaires jointes C-175/08, C-176/08, C-178/08 et C-179/08, qu'elle cite extensivement. Elle en conclut que « *la clause d'abrogation […] nécessite d'avoir égard à la situation individuelle de l'intéressée et d'examiner la mesure dans laquelle les autorités du pays d'origine […] sont en mesure d'empêcher la persécution de se (re)produire* ».

Deuxièmement, elle reproche à la partie défenderesse une tentative de détourner la procédure d'abrogation du statut du réfugié. En cela, elle fait valoir « *que l'élément sur la base duquel [son] statut de réfugié […] a été remis en question est le fait que [son] beau-frère […] a commis des faits pour lesquels il a été condamnés* » [sic], mais que « *cet élément ne peut fonder une abrogation du statut de réfugié sur la base de l'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980* ». En conséquence, elle affirme que la partie défenderesse « *semble détourner l'article 55/3* » précité.

Troisièmement, elle aborde la question de la vendetta en Albanie.

A cet égard, elle rappelle que, dans sa décision, la partie défenderesse estime, d'une part, que la situation en Albanie a changé et que, d'autre part, rien ne permet de démontrer l'actualité de la vendetta. Se disant « *fondamentalement en désaccord avec ce raisonnement* », la requérante fait, pour sa part, valoir que « *le niveau élevé de corruption en Albanie empêche [la] protection* » des autorités et que « *[s]es problèmes sont […] toujours présents* ».

Dans un premier développement consacré à la capacité de protection des autorités albanaises, la requérante renvoie aux déclarations tenues par son beau-père et son beau-frère à cet égard lors de leurs entretiens. Pour sa part, elle rappelle avoir indiqué que son statut de femme l'empêche de se rendre à la police. Qualifiant les déclarations de sa belle-famille de « *très pertinentes* », elle observe que la partie défenderesse ne conteste pas que la corruption « *reste un point sensible en Albanie* ». Elle en infère qu'il « *s'ensuit logiquement qu'il y a encore des […] laissés pour compte* » dans ce pays, c'est-à-dire, « *des victimes de vendetta qui ne peuvent pas compter sur l'aide des autorités albanaises* ». Dès lors que, selon ses dires, « *dans son cas, sa famille n'a pas pu compter sur le soutien des autorités* », la requérante estime qu'il « *appartient donc à la partie défenderesse de vérifier si […] [elle et sa famille] pouvaient compter sur une telle protection* ». Elle rappelle, au passage, que sa « *famille […] a déjà eu une expérience très négative avec la police* » et ajoute qu'à « *ce jour, [sa famille] n'[a] pas été contacté[e] par les autorités albanaises, et leur litige se poursuit donc* ». Quant à la question de la corruption, elle renvoie à un « *article paru dans la Revue du Droit des Etrangers* », qu'elle reproduit en partie. Elle renvoie également à un arrêt de réformation du Conseil du 27 novembre 2020 dans une affaire de vendetta. Par ailleurs, elle cite un « *rapport de Freedom House sur les récents développements en matière de démocratie et de corruption en Albanie* », dont les « *constatations sont confirmées par d'autres rapports* ». Concluant que « *la corruption reste un problème très grave* », la requérante estime que le rapport du centre de documentation de la partie défenderesse cité dans la décision querellée « *conclut de la même manière* ». Aussi affirme-t-elle qu'il « *n'est donc surprenant [qu'elle] et sa belle-famille n'aient aucune confiance dans la capacité des autorités albanaises à les protéger face au vendetta auquel ils sont mêlés, surtout compte tenu de leur expérience négative dans le passé* » [sic]. Elle qualifie du reste ses déclarations conformes à celles posées dans le « COI Focus » intitulé « *Blood Feuds in Contemporary Albania: Characterisation, Prevalence and Response by the State* », que cite également la décision querellée. Par ailleurs, elle précise que « *le nombre de vendetta ne diminue pas seulement parce que les autorités albanaises prennent des mesures, mais aussi parce que […] les familles quittent le pays* ». Elle conclut de tout ce qui précède « *qu'il n'est nullement acquis que les autorités albanaises seront en mesure de [la] protéger* » et que « *[l]a conclusion de la défenderesse […] ne tient pas suffisamment compte* » de ce qui est exposé *supra*.

Dans un deuxième développement consacré à l'actualité du litige par elle invoqué, la requérante réaffirme que la vendetta est toujours actuelle et que, quand bien même « *les frères et les cousins [de son] beau-père […] ne sont plus visés, il n'en va pas de même pour [elle] et sa belle-famille* », qui sont « *des parentés directes* » de « *la personne avec laquelle est né le différent donnant lieu à la vendetta* ».

Par ailleurs, la requérante fait valoir que « *la position des femmes dans la société albanaise ne doit pas être négligée* » et qu'en tant que femme, elle « *n'est pas informée […] pas impliquée* » dès lors que « *[l]es vendettas sont une "affaire d'hommes"* ». Dès lors, elle estime que « *[s]i [elle] est effectivement retournée quelques fois en Albanie, cela l'expliquerait. Elle sait qu'elle est moins en danger que son mari et ses fils* ». Enfin, elle dit ne pas comprendre pourquoi la partie défenderesse remet en cause l'authenticité du « *certificat de la Mission de réconciliation nationale* » en raison de la corruption prévalant en Albanie alors même qu'elle a « *déclaré précédemment que les autorités albanaises font tout ce qui est en leur pouvoir pour lutter contre la corruption* ».

Dans un troisième et dernier développement consacré aux contradictions que lui reproche l'acte attaqué, la requérante est d'avis qu'« *il faut tenir compte du fait que huit années se sont écoulées* » et soutient que son beau-père « *est dans un état quelque peu confus. Il est un peu âgé. Il ne semble pas comprendre les questions* ». En tout état de cause, elle considère qu' « *aucune des contradictions […] n'est de nature à entamer la crédibilité de son récit* ».

2.2. Au dispositif de sa requête, la requérante demande au Conseil, à titre principal, le maintien de son statut de réfugié. A titre subsidiaire, elle demande l'annulation de la décision attaquée.

2.3. La requérante annexe à sa requête un nouvel élément inventorié comme suit : « *3. Terence Franssen, « Les pays d'origine sûrs en droit d'asile belge et européen. Contours d'une controverse qui perdure, avec un focus sur l'Albanie » (2020) Revue du Droit des Etrangers 21-29* ».

3. Appréciation du Conseil

A. Examen du recours au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

3.1. Le Conseil observe que dans la présente affaire, la partie défenderesse a fait application de l'article 57/6, 4°, de la loi du 15 décembre 1980 aux termes duquel le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est compétent pour abroger le statut de réfugié sur la base de l'article 55/3 de la loi précitée.

3.2. L'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980 est libellé comme suit : « *[u]n étranger cesse d'être un réfugié lorsqu'il relève de l'article 1 C de la Convention de Genève* ».

L'article 1, C, 1 à 6, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (dite Convention de Genève), modifiée par le Protocole de New York du 31 janvier 1967, quant à lui, stipule que :
« *Cette Convention cessera, dans le cadre ci-après, d'être applicable à toute personne visée par les dispositions de la section A ci-dessus :*

1. *Si elle s'est volontairement réclamée à nouveau de la protection du pays dont elle a la nationalité ; ou*
2. *Si, ayant perdu sa nationalité, elle l'a volontairement retrouvée ; ou*
3. *Si elle a acquis une nouvelle nationalité et jouit de la protection du pays dont elle a la nationalité ; ou*
4. *Si elle est retournée volontairement s'établir dans le pays qu'elle a quitté ou hors duquel elle est demeurée de crainte d'être persécutée ; ou*
5. ***Si, les circonstances à la suite desquelles elle a été reconnue comme réfugiée ayant cessé d'exister, elle ne peut plus continuer à refuser de se réclamer de la protection du pays dont elle a la nationalité. Etant entendu, toutefois, que les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas à tout réfugié visé au paragraphe 1er de la section A du présent article qui peut invoquer, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont il a la nationalité, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures** *[…] »* (le Conseil souligne)

3.3. Dans la décision attaquée, la partie défenderesse estime qu'il s'agit de procéder à « *l'abrogation du statut de réfugié* » de la requérante, à qui une décision de reconnaissance du statut de réfugié a été notifiée le 21 janvier 2014, au motif que « *les circonstances sur la base desquelles ce statut […] avait été accordé ont changé à tel point que la protection qu'il confère n'est plus nécessaire* ». Ainsi, la partie défenderesse estime que les possibilités actuelles de protection en Albanie sont telles qu'il ne peut plus raisonnablement être conclu qu'en cas de retour dans ce pays, la requérante ne disposerait « *d'aucune possibilité, ou seulement de possibilités insuffisantes, de faire appel aux autorités albanaises locales ou d'un niveau supérieur pour obtenir aide ou protection* ». D'autre part, la partie défenderesse estime que le problème de vendetta invoqué, qu'elle jugeait par ailleurs crédible en 2012, ne peut désormais plus être considéré comme actuel.

3.4. Dans sa requête, la requérante reproche donc premièrement à la partie défenderesse d'avoir détourné la procédure d'abrogation du statut de réfugié. Deuxièmement, elle fait valoir que « *le niveau élevé de corruption en Albanie empêche [toute] protection* ». Troisièmement, elle affirme que ses

problèmes sont toujours actuels. Enfin, elle estime qu'il convient de relativiser les contradictions que lui reproche la partie défenderesse dans ses déclarations successives et avec celles de son beau-père.

3.5. Le Conseil, pour sa part, constate que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif et sont pertinents. Le Conseil les faits siens et estime qu'ils suffisent à justifier l'abrogation du statut de réfugié précédemment conféré à la requérante le 21 janvier 2014.

3.6. La requérante ne fournit, en termes de requête, aucune argumentation ni aucun élément concret et sérieux à même de renverser ces motifs.

3.7.1. Ainsi, la requérante reproche premièrement à la partie défenderesse d'avoir, en réalité, détourné la procédure d'abrogation du statut de réfugié en ce que cette dernière aurait pris sa décision en se fondant sur les condamnations du beau-frère de la requérante en Belgique, élément qui ne permettait pas de fonder une abrogation au sens de l'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil, pour sa part, estime qu'il ressort d'une lecture attentive du dossier administratif que ce grief procède en fait d'une lecture erronée de la décision entreprise. En effet, dans sa décision, la partie défenderesse se prononce sur le changement de circonstances en Albanie, qu'elle estime suffisamment significatif et non provisoire que pour permettre l'abrogation du statut de réfugié précédemment conféré à la requérante et ce, conformément aux articles 55/3 de la loi du 15 décembre 1980 et 1er, C, 5° de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Il ne ressort aucunement des développements de la décision querellée que la partie défenderesse fonderait lesdits développements sur les antécédents judiciaires du beau-frère de la requérante, lesquels sont uniquement mentionnés à la page 1 de ladite décision au titre du résumé des faits invoqués, et dont il s'avère qu'ils ont servi de base à la demande de réexamen du statut de réfugié octroyé audit beau-frère de la requérante. Si, dès lors que les motifs ayant entrainé la reconnaissance de leurs statuts de réfugiés respectifs étant identiques, la partie défenderesse a décidé d'également réentendre la requérante, il ne peut, pour autant, être conclu de cette seule circonstance que l'abrogation de son statut repose sur les éléments ayant justifié le réexamen de la validité du statut de son beau-frère. Pareille affirmation ne pouvant être interprétée que comme un raccourci biaisé de la procédure de la partie défenderesse. Cette partie du moyen n'est donc pas recevable.

3.7.2. La requérante fait deuxièmement valoir qu'elle ne pourrait toujours pas se réclamer de la protection de ses autorités nationales en cas de retour en Albanie. A cet égard, la requête semble se fonder sur les déclarations tenues par le beau-père et le beau-frère de la requérante quant à ce, dont rien ne permet, en l'état actuel du dossier, de démontrer qu'elles ne seraient pas purement déclaratives, subjectives ou hypothétiques. Du reste, le Conseil estime pour le moins contradictoire de se fonder, d'une part, sur les allégations du beau-père de la requérante (p.9) pour, d'autre part, souligner que « *qu'il est dans un état quelque peu confus* » (p.16). En ce que la requérante souligne qu'il ressort de la décision attaquée que « *malgré la volonté politique […] il y a encore des victimes de vendetta qui ne peuvent pas compter sur l'aide des autorités albanaises* » (p.9), le Conseil estime pour sa part ne pouvoir en conclure que les autorités albanaises ne peuvent ni ne veulent protéger aucune personne concernée par une vendetta. Le fait que le beau-père de la requérante ait, lors de son dernier entretien personnel, « *donné un exemple très précis et récent* » de dysfonctionnement de la police, est insuffisant pour renverser ce constat. Ce d'autant que, comme il sera développé *infra*, la requérante n'a pas permis de démontrer que la vendetta sur la base de laquelle le statut de réfugié lui avait été octroyé peut être considérée comme toujours actuelle. Quant à l'allégation selon laquelle le dossier de la famille de la requérante n'aurait pas été rouvert et que la famille n'aurait pas été recontactée par les autorités albanaises et que, en conséquence, « *leur litige se poursuit donc* » (p.10), elle n'est pas autrement étayée. L'impact dudit litige sur la requérante est, qui plus est, à relativiser, dès lors qu'à l'occasion de son dernier entretien personnel, elle insiste abondamment sur son statut de femme et ne se considère pas personnellement impliquée dans la vendetta qui est, selon ses propres déclarations, « *une affaire d'hommes* » (v. dossier administratif, pièce n° 8, notes de l'entretien personnel (NEP) auprès du CGRA du 03/02/2021, p.3), ce que répète d'ailleurs la requête (p.15).

Pour le reste, les informations objectives retranscrites dans la requête et annexées à celles-ci sont de portée générale et ne concernent pas personnellement et individuellement la requérante, de quelconques membres de sa famille ou les problèmes qu'elle invoque dans son chef personnel. Pour autant que de besoin, le Conseil rappelle que la simple invocation de la violation des droits de l'homme dans un pays ou dans une région déterminée ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays ou de la région concernée a des raisons de craindre d'être persécuté. Il incombe à l'intéressé de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement des raisons de craindre d'être persécuté, ou qu'il fait partie d'un groupe systématiquement exposé à des persécutions au regard des informations disponibles sur son pays, ce à quoi la requérante ne procède pas en l'espèce.

Au vu de ce qui précède, quand bien même le Conseil ne conteste pas que la corruption reste problématique en Albanie, cette circonstance, à elle seule, ne permet pas de conclure que la protection offerte par les autorités albanaises est inexistante, *a fortiori* dans l'affaire de vendetta concernant la

requérante, dont le Conseil ne peut que constater qu'aucun élément du dossier administratif et du dossier de procédure ne permet d'accréditer l'actualité.

3.7.3. En effet, il ne ressort d'aucun élément à la disposition du Conseil que la vendetta invoquée à la base de la demande de protection internationale initiale de la requérante serait toujours actuelle – au contraire. Ainsi, il s'avère que tant la requérante que son époux – autrement plus concerné qu'elle par la vendetta familiale – sont retournés en Albanie après la reconnaissance de leur statut de réfugié. Si la requérante nie cet état de fait lors de son dernier entretien personnel, force est de constater qu'elle semble le reconnaitre dans sa requête (p.16), ce qui, aux yeux du Conseil, constitue une indication claire de son absence de crainte dans ce pays, laquelle est renforcée par les propos tenus par le beau-père de la requérante, qui affirme pour sa part qu'il avait l'intention de retourner en Albanie une fois la nationalité belge acquise (v. dossier administratif, pièce n° 31/3, NEP du beau-père du 03/02/2021, p.3).

3.7.4. A titre surabondant, le Conseil observe une contradiction majeure entre les déclarations de la requérante et celles de son beau-père concernant d'éventuelles tentatives de réconciliation ; la requérante affirmant ne pas en avoir connaissance (NEP du 03/02/2021, pp.2-3) alors même que son beau-père les invoque. Au vu du caractère central de cet aspect dans le bienfondé de la crainte de la requérante en cas de retour dans son pays d'origine, le Conseil estime ne pouvoir, comme le fait la requête, en relativiser l'importance.

3.7.5. A titre plus surabondant encore, le Conseil observe que la requérante n'a déposé, dans le cadre du réexamen de la validité de son statut de réfugiée, aucun commencement d'élément précis, concret et sérieux à même de venir éclairer utilement le Conseil sur l'actualité de ses craintes alléguées en cas de retour en Albanie.

3.8. Au vu de ce qui précède, il y a lieu, en application de l'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980, d'abroger à la requérante le statut de réfugié qui lui a été précédemment reconnu le 21 janvier 2014.

B. Examen du recours au regard de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

4.1. A titre liminaire, le Conseil rappelle qu'il se doit d'examiner la demande tant sous l'angle du statut de réfugié, tel que défini à l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, que sous l'angle de la protection subsidiaire, telle qu'elle est réglée par l'article 48/4 de la même loi.

4.2. L'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 énonce que :
« *[l]e statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (…), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4* ».

Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 :

« *[s]ont considérés comme atteintes graves : a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

4.3. En l'espèce, il résulte des développements qui précèdent qu'il peut être conclu que la requérante n'a plus aucune crainte fondée de persécutions ou de risques réels de subir des atteintes graves en cas de retour en Albanie, mais aussi qu'il lui est possible de se prévaloir de la protection des autorités albanaises. Force est dès lors de conclure que la requérante ne remplit pas les conditions de l'article 48/4 précité pour se voir accorder le statut de protection subsidiaire

4.4. En conséquence, il n'y a pas lieu d'octroyer la protection subsidiaire à la requérante.

5. Dans une telle perspective, il n'est plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée et les arguments de la requête qui y seraient afférents, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion.

6. La partie requérante sollicite enfin l'annulation de la décision attaquée. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

L'abrogation du statut de réfugié est confirmée.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le deux mars deux mille vingt-trois par :

M. G. de GUCHTENEERE,	président de chambre,
Mme M. BOURLART,	greffier.

Le greffier,	Le président,
M. BOURLART	G. de GUCHTENEERE